

Le rapport provisoire de la Politique Nationale du Conseil Agricole : Validé par les acteurs

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 12 JUILLET 2023

1382

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Journée africaine de lutte contre la corruption

L'OCLEI organise une semaine de sensibilisation



Clinique périnatale Mohamed VI : Une année très
riche en activité



Affaire Soumeylou Boubeye Maïga : Ras Bath relaxé
mais maintenu en prison



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

09 Juillet
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

16

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

645 406 Vaccinations incomplètes

4 086 268 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.19



P.25



UNE

Journée africaine de lutte contre la corruption : L'OCLEI organise une semaine de sensibilisation

P.5

BREVES

Affaire Soumeylou Boubeye Maïga : Ras Bath relaxé mais maintenu en prison

P.12

Visite de terrain à l'ONEF du ministre Bagayoko Aminata Traoré : Seule travail compte !

P.12

UEMOA : Le Mali réintégré

P.13

Le nouveau ministre de l'agriculture : « Je suis un animateur d'équipe... »

P.13

Défection au COREMA : Fatoumata Traoré Samaké claque la porte

P.14

ACTUALITES

Clinique périnatale Mohamed VI : Une année très riche en activité

P.17

Le rapport provisoire de la Politique Nationale du Conseil Agricole : Validé par les acteurs

P.18

Front social : La plateforme des syndicats de la santé menace d'observer une grève de 120 heures

P.19

Départ de la Minusma du Mali : Que mijote encore la CEDEAO ?

P.20

POLITIQUE

Fin de la suspension : Le Mali réintègre les instances de l'UEMOA

P.23

Remaniement : La part léonine de Koulouba

P.25

Arcanes politiques : Veillée d'armes dans le landerneau politique

P.27

CULTURE ET SOCIETE

Biennale de Mopti : « Briser les obstacles à la paix et au vivre ensemble »

P.28

INTERNATIONAL

G5 Sahel : Le président mauritanien insiste sur le retour du Mali

P.29

Présidentielle au Gabon : Ali Bongo veut briguer un troisième mandat

P.30

SPORT

Afrique sport : Vers le renouveau du football continental ?

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Moini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



Journée africaine de lutte contre la corruption | L'OCLEI organise une semaine de sensibilisation

Dans le cadre de la Journée Africaine de lutte contre la corruption, l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) a organisé un atelier à la Faculté des Sciences Administratives et Politiques de Bamako. L'objectif était de sensibiliser les enseignants et les futurs cadres du pays, c'est-à-dire les étudiants, sur les

conséquences néfastes des pratiques corruptives dans le milieu scolaire, étudiantin et sur l'économie du Mali. Ainsi, durant une semaine, des conférences-débats se tiendront autour du thème : «La convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, 20 ans après : Réalisations et perspectives».

Comme chaque année, le Mali, à travers l'OCLEI, célèbre la Journée Africaine de lutte contre la corruption. Pour l'édition 2023, le thème retenu est : «La convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, 20 ans après : Réalisations et perspectives». Un thème qui, selon le président de l'OCLEI, Moumouni Guindo,

témoigne clairement de l'engagement du Mali dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, pour une gouvernance économique et financière vertueuse. «La corruption et l'enrichissement illicite sont des facteurs qui impactent tous les secteurs d'activités du Mali et toutes les couches de la société. C'est pourquoi l'OCLEI accorde une importance prépondérante à cette lutte car les avantages sont absolus», a-t-il soutenu.

En faisant le point sur la situation du phénomène au Mali, le président de l'OCLEI a déclaré que selon des recherches menées par l'OCLEI en 2020, le Mali a enregistré une perte financière et des gaspillages s'élevant à la somme de 1 266 000 000 de Francs CFA entre 2005 et 2019.

De son côté, la représentante du ministre de la refondation de l'État, Aminata Malla, s'est réjouie de la tenue des séances de travail organisées dans le cadre de la présente journée. De plus, elle a souligné que l'enrichissement illicite, la corruption, les détournements des biens publics et surtout l'impunité sont les principaux facteurs qui entravent le processus de refondation de notre État. Elle a également soutenu que «la corruption a des impacts négatifs sur tous les aspects de la société, compromettant ainsi le développement social et économique d'un pays».

Également présent lors de cette cérémonie d'ouverture de l'atelier, le vice-recteur de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB) a réaffirmé tout son soutien à la lutte contre la corruption.

À noter que le 11 juillet de chaque année est consacré à la Journée Africaine de lutte contre la corruption. Journée africaine de la lutte contre la corruption

Cette journée a été instaurée par le Conseil exécutif de l'Union Africaine à Addis-Abeba en janvier 2017 pour commémorer la signature de la Convention africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, qui a eu lieu le 11 juillet 2003 à Maputo, au Mozambique. Pour les Africains, elle représente l'occasion de réfléchir à la lutte contre la corruption au sein de leurs communautés : ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et ce qui reste à essayer.

Siguéta Salimata DEMBELE



Wassa TV



#Mali_Sports : Ligue 1 Orange du Mali

Le Réal de Bamako sacré #champion de la saison 2022-2023. Pour la première fois depuis 37 ans.

En guise de récompenses, le trophée et un chèque de 20 millions de F CFA ont été remis au tout nouveau champion du Mali. Pour le compte de la saison prochaine, l'AS Réal (club champion du Mali) représentera le Mali en Ligue des Champions de la CAF, tandis que le Stade Malien de Bamako (vainqueur de la coupe du Mali) sortira en Coupe de Confédération-CAF.



Primature du Mali



L'association des secrétaires particuliers reçue à la Primature

Le Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA a accordé une audience aux membres de l'association des secrétaires particuliers.

Créée en 2021, l'association est un cadre d'échanges entre les personnels les plus proches des membres du gouvernement : les secrétaires particuliers.

Le Président de l'Association, Massama SIDIBÉ, a exprimé au nom de ses camarades, quelques préoccupations, notamment la valorisation du poste de travail, vitrine du service, l'octroi d'une prime d'habillement, l'ajustement des frais de mission, la dotation en moyens logistiques, quand on sait que les SP arrivent les premiers et repartent les derniers, le renforcement des capacités. Le Président reconnaît au passage que ces sollicitations ne sont pas codifiées et que l'Association qu'il préside n'est point un syndicat. L'association souhaite également la dotation en moyens de communication et en passeports de service.

"Le premier conseiller d'un ministre, c'est son secrétaire particulier. Vous êtes l'incarnation de l'éthique et de la morale du cabinet", a déclaré le Chef du gouvernement, avant de saluer

la constance et l'engagement des secrétaires particuliers dans l'accomplissement de leur travail au sein de leurs cabinets respectifs. Il est également revenu sur le caractère confidentiel du poste et la discrétion requise dans le traitement du courrier.

Le Premier ministre a insisté sur le rôle éminemment important du secrétaire particulier, gardien de l'éthique et de la morale. Celui par qui tout passe. Selon lui, « la confiance ne s'achète pas, ne se vend pas, mais se mérite ». Le Chef du gouvernement a félicité les membres de l'association pour l'initiative de la création de ce cadre d'échange, avant d'apporter sa contribution au fonctionnement de l'organisation, à la suite d'autres membres du gouvernement. Ce geste a été bien apprécié par les secrétaires particuliers.

CCRP/PRIMATURE



Argentaire



Qui aurait cru qu'un ancien ouvrier d'usine pourrait être plus célèbre que Kim Kardashian? Khaby Lame l'a fait! Il est passé de travailler dur à travailler plus intelligemment avec TikTok!



Hits2mali.net



Galo Tala fait l'objet de vives critiques en raison de son approche sensationnaliste et de son utilisation fréquente d'images choquantes pour attirer l'attention

du public. Mohamed Attaher, journaliste à Djoliba TV, a partagé son point de vue sur cette affaire.



Mali Actu



Les moins de 23 ans de l’Egypte, du Maroc et du Mali ont obtenu leur place pour représenter l’Afrique lors des Jeux Olympiques de Paris en 2024. On revient sur leur parcours en détail et sur leur historique dans le prestigieux tournoi.



MALI KANU



FAMA : La DIRPA édifie l’opinion publique sur la situation sécuritaire dans notre pays
 Le Directeur de l’Information et des Relations Publiques des Armées, le Colonel Souleymane DEMBELE a animé, ce mardi 11 juillet 2023, dans ses locaux, sa traditionnelle conférence mensuelle de presse sur la situation sécuritaire dans notre pays. L’objectif de la rencontre était d’informer l’opinion publique sur la situation sécuritaire courant le mois de juin 2023 dans notre pays. Le premier responsable de la DIRPA, le Colonel DEMBELE a, dans son intervention, affirmé que les Forces Armées Maliennes maintiennent la pression sur les Groupes Armés Terroristes (GAT) et disposent de l’initiative sur le terrain avec la recherche, la neutralisation des combattants terroristes et la destruction de leurs sanctuaires dans le cadre de l’Opération « Kélétygi » et du plan « Maliko ».



Mali+ Média.Com



Urgent
 Faladié, près de la tour d’Afrique, un car s’est renversé tout de suite. On a pas de bilan pour le moment.

Courrier international



L’Indonésie vient d’inaugurer Jababeka Movie-land, un centre intégré de l’industrie cinématographique et télévisuelle avec des studios, des parcs à thèmes, une zone commerciale, un hôpital et même des rizières. S’étendant sur 35 hectares, il a l’ambition, selon Kompas, de devenir l’Hollywood indonésien.



■ DICKO NEWS



Ko, Kayes TRAINS alias Sounjata Keita est en panne entre Samè et Bamako.

■ Ammy Baba Cisse



Selon une source judiciaire au tribunal de la commune IV, le parquet fera appel du verdict rendu et qui acquitte Ras Bath dans le dossier simulation d'infraction.

Le tribunal de la commune IV n'a pas voulu donner accès aux journalistes. C'est notre droit pourtant et on va désormais voir le procureur pour ça.

■ People223.com



#People #Musique

#Baba_Salah_Cissé est un musicien malien né le 23 mars 1974 à Gao. Après l'école coranique puis des études primaires et secondaires à Gao, Mopti, Nioro du Sahel et Bamako, l'artiste, auteur-compositeur, interprète et instrumentiste poursuit ses études à l'Institut national des arts de Bamako entre 1994 et 1998. En 1995, il devient le guitariste de la chanteuse malienne #Oumou_Sangaré et en 2005, il sort son premier album qui est primé Meilleure révélation de l'année et Meilleur artiste de la Chaîne 2. #Baba_Salah est à la fois un guitariste de charme, une star de la musique malienne et un homme timide, mais surtout très épris de son de pays. #Baba_Salah est convaincu que la cohésion est possible entre les populations. Il exhorte au combat contre la rudesse du climat et pour l'amélioration des conditions de vie, source de paix et de développement.



■ Martin Fayulu



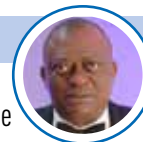
M. Kadima, l'assemblée plénière de la #CENI et leurs commanditaires pensent que les Congolais sont des moutons de Panurge qui vont les aider à matérialiser une nouvelle fraude électorale en #RDC. Ils ont tout faux. Je m'exprimerai devant la presse ce mercredi 12 juillet pour fixer l'opinion.

■ KONATE Malick



« Attendre c'est @GoitaAssimi qui demande pardon à papa Ado @AOuattara_PRCI non je ne crois pas wallaye billaye. » C'est en ces termes qu'est légendée la vidéo partagée sur le compte tiktok « @datote10gga » où elle cumule près de 100 mille vues et des milliers de réactions.

■ Serge Daniel



•#CEDEAO- Groove / Dîner des Chefs d'état de la CÉDEAO à Bissao. Le Président Bissao-Guinéen Umaro S.Emballo prend sa guitare et anime la soirée...

■ LSI AFRICA



A l'instant : la Corée du Nord dit qu'un avion espion américain est entré sur son territoire plus tôt dans la journée. Les autorités nord-coréennes ont publié une deuxième déclaration, avertissant une nouvelle fois les États-Unis que «si des avions de reconnaissance pénètrent à nouveau dans son espace aérien, un incident choquant se produira».





COSCLCCP

Faladiè Sema Rue 844 Porte: 355 BPE: 805 Bamako Mali.

Email: cosclccp@gmail.com Tél: 20201830

AVIS DE RECRUTEMENT :

La Coalition des Organisations de la Société Civile pour la Lutte contre la Corruption et la Pauvreté (COSCLCCP), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Mobilisation de la Société Civile Malienne pour les Dénonciations de la Corruption (PAMOSCD) dans les 19 régions du Mali et le District de Bamako sur financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), recrute :

- **1 Coordinateur :**
- **Profil des candidats :** Être titulaire d'au moins d'une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- **3 Experts chargés de la vérification/qualification des cas de corruption**
- **Profil des candidats :** Être titulaire d'au moins une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- **Tâches des experts**
 - Apporter un appui technique aux points focaux de la coalition
 - Recevoir des cas de corruption dénoncés
 - Vérifier et qualifier les cas de corruption
 - Alimenter la plateforme de lutte contre la corruption avec des cas qualifiés de corruption
 - Participer au suivi du traitement des cas qualifiés de corruption
 - Elaborer et présenter un rapport d'activité selon la fréquence d'analyse et qualification des cas de corruption.

Les experts et le Coordinateur doivent répondre aux critères suivants :

- Disposer d'une bonne connaissance du cadre juridique et institutionnel de la prévention et lutte contre la corruption au Mali
- Disposer d'une bonne expérience en matière de dénonciation des cas de corruption
- Disposer d'une bonne connaissance sur la vérification/qualification des cas de corruption
- Disposer de trois (3) ans d'expériences dans le domaine de la prévention et de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite
- Être titulaire d'au moins une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- Disponibilité à travailler sous pression.

- **Et 1 comptable**

Profil des candidats : Diplôme universitaire minimum Bac+4 dans un domaine relevant du secteur concerné (**comptabilité, économie, etc.**). La connaissance des logiciels comptables TomPro, SAARI, etc est obligatoire avec au moins 3 ans d'expériences professionnelles.

Les contrats sont à durée déterminée sur 1 an avec 3 mois d'essai et le lieu d'affectation est dans le District de Bamako. A la discrétion du Partenaire Technique et financier, le contrat pourra être renouvelé.

Le dossier de candidature comprend :

- Un curriculum vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles pertinentes en lien avec le poste incluant les noms et contacts de deux (02) personnes de référence (4 pages maximum)
- Les diplômes, certificats et attestations justifiant des compétences et expériences requises ;
- Une lettre de motivation.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Les dossiers de candidature doivent parvenir au plus tard, le vendredi 07 Juillet 2023 à 12 heures au siège de la COSCLCCP, S/C ONG AFAD à Bamako : **Faladié Séma Rue 844 Porte 355 En face de la Grande Mosquée près de la Tour de l'Afrique.**

Tél : 20 20 18 30. Email : cosclccp@gmail.com

Bamako, le 30 Juin 2023

Le Vice-Président

Ahmed Sékou DIALLO



Affaire Soumeylou Boubeye Maïga : Ras Bath relaxé mais maintenu en prison



L'animateur de radio-télévision et activiste politique, Mohamed Youssouf Bathily alias Ras Bath, qui avait déclaré que l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga, décédé en prison, avait été «assassiné», a été relaxé hier mardi 12 juillet 2023 d'un chef d'accusation, mais reste en prison car la procédure n'est pas terminée. L'accusé avait été mis en accusation pour «association de malfaiteurs, atteinte au crédit de l'État et crime à caractère religieux et raciste».

Ras Bath avait été relaxé avant d'être maintenu en détention pour d'autres accusations pesant sur l'activiste. Selon son avocat, il a été relaxé simplement parce que les infractions étaient imaginaires. «Il a été relaxé pour simulation d'infractions, c'est-à-dire le fait d'imaginer une infraction et de fabriquer des preuves pour une infraction qui n'existe pas», a déclaré Kassoum Tapo, avocat de Mohamed Mohamed Youssouf Bathily, également connu sous le nom de «Ras Bath», un militant, polémiste et animateur ayant de nombreux sympathisants, à l'AFP par téléphone.

«Mais la procédure devant le juge d'instruction se poursuit pour les mêmes faits, car il avait également été mis en accusation pour association de malfaiteurs, atteinte au crédit de l'État et crime à caractère religieux et raciste», a-t-il précisé, ajoutant que son client était retourné en prison.

M. Bathily était jugé pour avoir déclaré en mars que l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga «n'est pas mort, il a été assassiné, c'est le terme approprié». Il avait ensuite été inculpé et incarcéré le 13 mars.

M. Maïga, une figure politique nationale de premier plan, est décédé en détention en mars 2022 malgré les appels pressants de ses proches à la junte pour son évacuation à l'étranger en raison de la détérioration de son état de santé.

Visite de terrain à l'ONEF du ministre Bagayoko Aminata Traoré : Seule travail compte !



Après l'APEJ, l'ANPE, le FAFPA, madame le ministre Bagayoko Aminata Traoré a effectué une visite à l'observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), ce lundi 10 juillet 2023. Elle était accompagnée des membres de son cabinet.

Après les mots de bienvenue, le responsable du syndicat à présenter au nom des travailleurs de l'ONEF ses vives félicitations à Mme Bagayoko pour sa nomination à la tête du département en charge de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Ensuite, l'observatoire fut présenté par son Directeur qui a fait cas des difficultés et des perspectives.

Après avoir écouté attentivement, la nouvelle cheffe du département a tenu à rappeler d'abord les trois principes qui gouvernent notre pays : (i) le respect de la souveraineté du Mali, (ii) le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires opérés par le Mali et (iii) la prise en compte des intérêts vitaux des populations. Elle a ensuite félicité l'ONEF pour les différentes études qui servent à l'emploi et à la formation professionnelle.

« J'aimerais appeler tout le personnel, à redoubler d'efforts. Je sais que le contexte est difficile, je sais que les défis sont grands. Mais, je pense que c'est le moment où nous devons nous unir comme une équipe pour faire face à ces défis. Cela peut sembler titanesque, mais nécessaire pour que le bateau Mali continue à naviguer » a-t-elle indiqué.

Pour terminer, Madame le Ministre, a rassuré l'équipe de l'ONEF de l'accompagnement des plus hautes autorités, pour elle c'est le travail qui compte car « nous sommes un gouvernement de mission ».

CCOM MENEFP
Source : Info Matin

Entre 2017 et 2019, il avait été Premier ministre du président Ibrahim Boubacar Keïta, renversé en août 2020 par des colonels toujours au pouvoir.

«On attend le nouveau juge d'instruction car le précédent a été muté, puis nous allons le saisir très rapidement pour demander une mise en liberté et présenter une requête en vue d'un non-lieu», a précisé M. Tapo. Le parquet a fait appel de la décision.

Ras Bath reste en prison en attendant la cour d'appel désormais, car il est sous le coup d'un autre mandat pour une association de malfaiteurs différente de l'affaire pour laquelle il a été acquitté ce matin.

Binadjan Doumbia

UEMOA : Le Mali réintégré

La session extraordinaire de la conférence des chefs d'état et de gouvernement de l'union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) tenue le samedi 8 juillet 2023 à Bissau (guinée) a décidé de la levée de sa suspension du Mali des organes et institutions de l'espace monétaire prise le 9 janvier 2022. Les chefs d'État de l'Union Économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se sont réunis lors d'un sommet extraordinaire en Guinée-Bissau au cours duquel il a été question de la situation économique et financière de l'organisation monétaire, revue des réformes, politiques, programmes et projets communautaires, mais aussi des sanctions prononcées contre le Mali le 9 janvier 2022.

Ainsi, lors de ce sommet extraordinaire, la Conférence des chefs d'État de l'UEMOA a décidé de la levée de sa suspension des Organes et Institutions de l'UEMOA prise le 9 janvier 2022 contre notre pays après plus d'une année des sanctions injustes et illégales et malgré une décision de justice de la Cour de justice de l'espace qui avait rejeté les mesures contre le Mali. C'était les dernières mesures qui restaient à être levées après la levée des sanctions liées à l'embargo économique et financier en juillet 2022 consécutives à la publication par les autorités de la transition du chronogramme des élections en vue du retour à l'ordre constitutionnel. Pendant sept (7) longs mois de privation, d'injustice foulant aux pieds la décision de la Cour de l'UEMOA, les chefs d'État de l'UEMOA et leurs complices de la CEDEAO, voire de la Communauté internationale ont tout tenté de faire plier et humilier notre pays et ses dirigeants. La levée de cette sanction n'est que justice à l'égard de notre peuple qui ne demandait qu'à être écouté et aidé par les responsables de cette organisation qui a plutôt répondu par des sanctions illégales et inhumaines. Par ailleurs, abordant l'évolution récente de la situation économique et financière de l'Union et les perspectives, la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement se félicite de la résilience des économies de la zone dont le taux de croissance économique est prévu à 7,0% en 2023, après 5,9% en 2022, malgré les chocs enregistrés sur le plan international et au sein de l'espace communautaire.

La Conférence salue les multiples efforts déployés par les États membres en vue de préserver le pouvoir d'achat des populations, face au renchérissement des coûts des produits alimentaires et énergétiques. À cet égard, elle note avec satisfaction la décélération en 2023 du taux d'inflation qui s'établit à 4,4%, soit une baisse de 3,0 points de pourcentage par rapport à 2022. Au titre de la revue des réformes, politiques, programmes et projets communautaires, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'instituer une périodicité bisannuelle pour sa phase politique en maintenant la périodicité annuelle dans sa phase technique, à compter de 2023.

Par Abdoulaye OUATTARA / Source : Info Matin

Le nouveau ministre de l'agriculture : « Je suis un animateur d'équipe... »

Devenu ministre de l'agriculture à la faveur du dernier remaniement ministériel, Lassina Dembélé annonce les couleurs. Aussitôt installé dans ses nouvelles fonctions, il a rencontré, le 7 juillet 2023, les cadres de son département ainsi que les directeurs des structures et services spécialisés.

Objectifs : se familiariser avec ses nouveaux collaborateurs et convenir avec eux des principes devant régir le travail au niveau de ce département appelé à conduire la politique de l'Etat en matière de l'agriculture. Ladite cérémonie a été l'opportunité pour le ministre Dembélé d'insister sur les grandes orientations des plus hautes autorités en rappelant au passage qu'elles devraient obéir aux trois principes fondamentaux posés par le N°1 de la transition : le respect de la souveraineté du Mali ; le respect des choix stratégiques opérés par le Mali ; la défense des intérêts du peuple malien dans les prises de décisions. Fin connaisseur des lieux pour avoir servi quatre ministres au poste de secrétaire général, le ministre Dembélé s'est engagé par ailleurs à mettre en œuvre des actes de la 13e session du Conseil Supérieur de l'Agriculture. Il s'agit de l'intensification des filières agricoles, du suivi de la production cotonnière, de la création des agropoles, de l'installation et de l'opérationnalisation des commissions foncières entre autres recommandations qui intègrent également l'intensification de la recherche et la vulgarisation des méthodes modernes. Apparemment déterminé à apporter sa touche propre au secteur, le nouvel homme fort du secteur a invité ses acteurs du monde agricole à la réflexion sur de nouveaux dispositifs de subvention des engrais et les critères d'accès aux équipements agricoles.

L'avènement de Lassine Dembélé coïncide, par ailleurs, avec d'énormes défis inhérents à la baisse drastique des productions cotonnière et céréalière pendant la campagne écoulée, corollaires à l'embargo ayant déconnecté le Mali des différents ports d'approvisionnement et face auxquels les plus hautes autorités attendent du nouveau ministre une réponse à la hauteur des attentes. Comptant sur le potentiel et la capacité de ses collaborateurs, il s'est engagé à relever les défis et d'être à la hauteur des attentes. «Je suis un animateur d'équipe, mais je ne suis pas le principal acteur», a-t-il précisé en expliquant au passage que son bureau est ouvert pour discuter des éventuels problèmes.

Amidou Keita / Le Témoin

Défection au COREMA : Fatoumata Traoré Samaké claque la porte

C'est par voie de presse en ligne, vendredi dernier, que l'ancienne patronne de l'ITIE annonçait sa démission. Son départ est un indicateur parmi tant d'autres de la zone de turbulence que traverse le COREMA. Contre toute attente, en effet, celle qui était pourtant au cœur de la campagne du oui quitte le navire.

Une décision qu'elle motivera par des Live sur plus de trois (3) médias reconnus en la matière. Au nombre de ses arguments figure le manque de reconnaissance, de valorisation du capital humain ainsi que les divergences autour de l'orientation du mouvement commun. En charge des questions relatives à la diaspora, elle lâche en tout cas en plein vol une entité pourtant conduite par des figures importantes du CNT. De quoi s'interroger sur l'éventualité d'un effet domino. Autrement dit, y aura-t-il d'autres défections après son geste ? On attend de voir !

LE BPN REPREND LA MAIN

À l'annonce de ce départ fracassant, le président du COREMA n'a pas tardé à réagir. L'honorable Fousseynou Ouattara retient, en effet, que la manière a manqué, en déplorant de l'avoir appris par voie de presse. Suivra alors le remplacement de la démissionnaires dans ses prérogatives de secrétaire politique par la Présidente des femmes du COREMA, Aminata Sangaré, membre par ailleurs de l'organe législatif de transition. Sans doute, une manière de tourner la page de Mme Samaké dont le départ soulève des questionnements.

QU'EST CE QUE N'A DONC PAS MARCHÉ ?

Fatoumata Traoré Samaké aura lancé un gros pavé dans la mare du mouvement qui aura ouvert les yeux à beaucoup de Maliens. Depuis la



dénonciation de l'accord de défense militaire avec la France au rejet de la France comme porte-plume aux Nations-Unies, le COREMA fut constant dans sa ligne. Comment est-ce que celle qui aura été en vue durant la campagne référendaire a " osé " lâcher en plein vol pareille machine politique ? De Djoliba TV à Africable sans oublier nos partenaires de RENOUVEAU médias, elle aura porté la voix du camp finalement victorieux. Est-ce la résultante de divergences autour du nerf de la guerre ? Nul n'ignore que le pouvoir aura décaissé des espèces sonnantes et trébuchantes afin de donner les moyens aux acteurs de sa mouvance. Tout pourrait faire penser à une gestion opaque des sous quand on sait que les divorces politiques tournent généralement autour de sous et de postes. Ça n'est pas le M5 d'un certain CHOGUEL Maiga qui dira le contraire.

I KEÏTA / Le Témoin

malikile.com

LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



Dates
Séjours 2023
Du 1^{er} au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs :
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

**Séjour
Exceptionnel
à Dakar pour
les formalités
de visas en
Juillet 2023**

MADE IN
BRITAIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Clinique périnatale Mohamed VI : Une année très riche en activité

Les festivités consacrées au 1er anniversaire du démarrage des activités de la Clinique Périnatale Mohammed VI de Bamako (CPMVI-B) se sont tenues le vendredi 7 juillet 2023. Cet événement a été présidé par le ministre de la Santé et du Développement Social, le Colonel Assa Badiallo Touré.

Cette activité a été marquée par la présence de l'ambassadeur du Royaume du Maroc au Mali, Son Excellence Driss Isbayene, du Directeur de la Clinique Périnatale Mohammed VI, le Colonel-major Moussa Boyé Coulibaly.

Pendant son intervention, l'ambassadeur du Royaume du Maroc au Mali, Son Excellence Driss Isbayene, a rappelé que cette clinique est un don de Sa Majesté le Roi Mohammed VI au peuple malien. La première pierre a été posée en février 2014 lors de la visite de Sa Majesté au Mali. « Réalisée dans un délai record de 22 mois, la clinique est un exemple de coopération Sud-Sud et solidaire entre deux pays amis, deux peuples frères. Elle est également un symbole de la coopération exemplaire et séculaire entre le Maroc et le Mali, et une preuve vivante de la bonne santé de la coopération entre nos deux pays frères », a-t-il déclaré.

« Une coopération historique et évolutive, symbole de relations datant de temps immémoriaux et renforcées après les indépendances, par les pères fondateurs de nos nations modernes, feu le Roi Mohammed V et le Président Modibo Keita », a-t-il ajouté.

Le diplomate a également souligné que la clinique est unique en son genre dans toute la sous-région. Moderne et intégrée, elle a été réalisée par la Fondation Mohammed VI pour le Développement Durable sur une superficie totale de 5 hectares, dont 7 270 m²



couverts, nécessitant un budget de plus de 9,9 milliards de FCFA. Elle emploie environ 280 personnes, dont 164 membres du personnel médical et paramédical.

Il a expliqué que la clinique a pour objectifs de fournir des services périnataux spécialisés, de prendre en charge les grossesses à risque et de réduire la mortalité maternelle et infantile.

Il a également précisé que cette structure sanitaire dispose d'une capacité totale de 79 lits et peut accueillir jusqu'à 5 000 naissances par an, avec la possibilité de traiter jusqu'à 2...000 césariennes, 1 400 admissions par an en soins intensifs et réanimations maternelles, et 470 admissions par an en néonatalogie et réanimation néonatale.

De son côté, le Directeur de la clinique périnatale Mohammed VI, le Colonel-major Moussa Boyé Coulibaly, a souligné que cet événement marque une étape importante dans notre quête pour améliorer la santé et le bien-être des femmes et des enfants de notre pays.

Ainsi, il a avancé que la clinique périnatale Mohammed VI est un symbole d'espoir et de solidarité envers les mères et les enfants du

Mali. « Notre mission est de fournir des soins de qualité à tous, dans un environnement où il fait bon vivre. Au quotidien, nous assurons la prise en charge des grossesses à risque et le suivi des enfants jusqu'à cinq ans », a-t-il indiqué.

Évoquant les différents soins qu'ils ont effectués au cours de cette première année, le Directeur de la clinique périnatale Mohammed VI a cité, entre autres, 1 564 consultations gynécologiques, 793 consultations pédiatriques, 141 accouchements, 698 césariennes, 953 examens échographiques et radiographiques, et 4 443 examens de laboratoire.

En fin de compte, le ministre de la Santé et du Développement Social, le Colonel Assa Badiallo Touré, a notifié que la clinique doit continuer à lutter contre les maladies infantiles évitables, à améliorer les services de santé maternelle et à renforcer les soins néonataux. « L'atteinte de ces objectifs nécessite la mobilisation de ressources, le renforcement des partenariats et des investissements dans la formation et le renforcement des capacités des praticiens », a-t-elle conclu.

■ Maffenin Diarra

Le rapport provisoire de la Politique Nationale du Conseil Agricole : **Validé** par les acteurs



Le conseiller technique du ministère de l'Agriculture, Amadou Cheick Traoré, a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier du rapport provisoire de l'étude de mise en place de la Politique Nationale de Conseil Agricole (PNCA). La Coordinatrice technique pour le Secteur de l'Agriculture de la Coopération Allemande, Dr. Elisabeth van den Akker, était présente. L'objectif était d'inviter les membres du comité de pilotage à analyser de manière critique le document de politique nationale de conseil agricole ainsi que le document du Système National de Conseil Agricole.

Dans son discours d'introduction, la Coordinatrice technique pour le Secteur de l'Agriculture, Dr. Elisabeth van den Akker, s'est réjouie de la tenue de cet atelier, qui marque une étape décisive dans les travaux d'élaboration de la Politique Nationale de Conseil Agricole (PNCA) et de son dispositif de mise en œuvre, le Système National de Conseil Agricole (SNCA) pour le Mali. Elle a salué les efforts conjoints du bureau d'étude AFC et du comité de pilotage, qui ont abouti à un document provisoire du PNCA. Ce document

sera examiné afin d'apprécier son contenu et de faciliter l'harmonisation des visions sur les options de coordination stratégique et de mise en œuvre opérationnelle du SNCA. Cela constitue un défi dans le cadre de la modernisation et de la transformation agroécologique de l'agriculture au Mali, en lien avec la Loi d'Orientation Agricole (LOA), le PDA et le PNISA. Le Système National de Conseil Agricole est l'une des thématiques prioritaires pour les gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne et de la République du Mali, comme en témoignent les négociations intergouvernementales de mars 2021.

Lors des consultations intergouvernementales entre la République Fédérale d'Allemagne et la République du Mali, plusieurs priorités maliennes et allemandes ont été prises en compte, telles que la création d'emplois pour les jeunes, la formation des jeunes, le développement du secteur privé, la transformation de l'agriculture vers une agriculture agroécologique, la digitalisation, la promotion des femmes et leur contribution à l'économie. Le Mali a proposé de finaliser les travaux au quatrième trimestre de 2023.

Le conseiller technique Amadou Cheick Traoré a souligné l'importance capitale de cette thématique pour la modernisation du secteur agricole du pays. Il s'est également réjoui de l'organisation de cet atelier de validation du rapport provisoire de l'étude de mise en place de la Politique Nationale du Conseil Agricole (PNCA). Selon lui, l'élaboration d'une politique de conseil agricole est une priorité du département. Le département de l'Agriculture, avec le soutien technique et financier de la GIZ, accorde une importance primordiale à ce sujet. L'organisation de cet atelier vise à maximiser la collecte d'informations sur les expériences techniques qui serviront de base pour la construction des outils de la PNCA et de son dispositif de mise en œuvre, qui est le Système National de Conseil Agricole. La Politique Nationale de Conseil Agricole et son dispositif de mise en œuvre du Système National de Conseil Agricole devront se concentrer d'une part sur la modernisation de l'Agriculture familiale et d'autre part sur la promotion de l'entreprise agricole. Les différents acteurs sont convaincus que cette option est un facteur clé pour l'émergence d'un secteur agricole équilibré, compétitif et intégré dans l'économie nationale et sous-régionale. «Je pense notamment que la politique nationale de conseil agricole doit s'adapter aux conditions socio-économiques et technologiques. Le président de la cérémonie a salué les efforts déployés par tous pour la réussite de ce processus de mise en place de la PNCA SNCA. Je tiens également à remercier la GIZ et tous les partenaires qui ont accompagné ce processus», a-t-il soutenu.

■ Ibrahim Sanogo

Front social : La plateforme des syndicats de la santé menace d'observer une grève de 120 heures

La plateforme des syndicats de la santé du mali « pla.s.s.ma » a déposé, le 07 juillet 2023, un préavis de grève sur la table du ministre du travail, de la fonction publique et du dialogue social dans lequel elle exige l'adoption du projet de statut des agents de santé.

La finalisation du processus d'intégration du personnel qualifié du fonds ASACO dans la fonction publique des collectivités ; la création de passerelle entre la fonction publique des collectivités et l'enseignement supérieur ; la régularisation de la situation des fonctionnaires écartés lors de la hiérarchisation de 2018-2019, la possibilité pour les fonctionnaires des collectivités territoriales de postuler à l'appel à candidature pour la hiérarchisation 2023 (Attaché de recherche et chargé de recherche) ; le paiement des arriérés des bi-appartenant. A défaut d'avoir gain de cause, la Plateforme des syndicats de la santé du Mali prévoit une grève de 120 heures soit 5 jours sur toute l'étendue du territoire à compter du 31 juillet 2023.

Moins d'une semaine après sa nomination, le tout nouveau ministre du travail, de la fonction publique et du dialogue social, Dr. Fassoun Coulibaly reçoit un préavis de grève. Il s'agit du préavis de grève de la Plateforme des syndicats de la santé du Mali « PLA.S.S.MA » composée de la Fédération des syndicats de la santé et de l'action sociale du Mali (FESYSAM) dirigée par Dr. Seydou Cissé et du Syndicat des médecins du Mali (SYMEMA), piloté par Dr. Chaka Keita.

Dans son préavis de grève en date du 07 juillet 2023 adressé au ministre du travail, de la fonction publique et du dialogue social, la



Plateforme des syndicats de la santé du Mali dénonce le non-respect des engagements pris par les autorités politiques et administratives. « Considérant le Procès-Verbal de conciliation du 24 Novembre 2020 ; Considérant la suspension de notre préavis de grève le 09 janvier 2022 suite aux sanctions injustes contre le Mali ; la Plateforme des syndicats de la santé du Mali « PLA.S.S.MA » exige sans délai : l'adoption du projet de statut des agents de santé validé par la commission de travail, la réunion interministérielle et mis à la disposition du ministère du travail, de la fonction publique et du dialogue social par bordereau d'envoi N°000377/MSDS-SG du 15 mars 2023 ; la finalisation du processus d'intégration du personnel qualifié du fonds ASACO (Associations de santé communautaire) dans la fonction publique des collectivités à partir de la base des données produite par la commission de travail depuis Novembre 2022 ; la création de passerelle entre la fonction publique des collectivités et l'enseignement supérieur », révèle le préavis de grève de la Plateforme des syndicats de la santé du Mali.

En outre, la Plateforme des syndicats de la santé du Mali exige la régularisation de la

situation des fonctionnaires (collectivité et Etat) écartés lors de la hiérarchisation de 2018-2019. Elle invite aussi les autorités à créer des moyens pour permettre aux fonctionnaires des collectivités territoriales de postuler à l'appel à candidature pour la hiérarchisation 2023 (Attaché de recherche et chargé de recherche).

La Plateforme des syndicats de la santé du Mali recommande également la gestion de la problématique de la bi-appartenance ; le paiement des arriérés des bi-appartenants ; et le paiement des émoluments des bi-appartenants des régions. « La Plateforme des syndicats de la santé du Mali décide d'une grève de 120 heures soit 5 jours sur toute l'étendue du territoire à compter du 31 juillet 2023 à partir de 00h au 4 août 2023 si les doléances suscitées ne sont pas satisfaites. Par ailleurs, la Plateforme se réserve le droit d'une grève illimitée sans préavis en cas de non satisfaction », révèle le préavis de grève de la Plateforme des syndicats de la santé du Mali.

Aguibou Sogodogo
Source : Le Républicain

Départ de la Minusma du Mali : Que mijote encore la CEDEAO ?



Au Conseil de Sécurité de l'Onu, il est désormais acquis que la mission de maintien de la paix de cette organisation au Mali, la Minusma, se doit de quitter définitivement ce pays.

MALI : QUE VEUT ENCORE LA CEDEAO ?

Si dans l'ensemble, les Maliens sont satisfaits de cette décision, nombre de leurs voisins qui jouent « les étrangers qui pleurent plus fort que la famille du défunt », sont inquiets et prédisent pour bientôt l'effondrement du Mali. Ce fut la même rengaine quand le Mali avait obtenu le départ des troupes françaises.

Dans l'imagerie de ces voisins inquiets, avec le départ des troupes françaises, puis celles de l'Onu, le champ sera ouvert aux rodéos motorisés des djihadistes, jusqu'à leur arri-

vée à Bamako, signant ainsi la fin de l'aventure du gouvernement de transition du Mali.

Cette projection pessimiste se justifie-t-elle ? Rien n'est moins sûr !

D'autant plus que depuis le départ des troupes françaises, l'armée malienne n'a montré aucun signe d'essoufflement, encore moins d'affaiblissement. Tout au contraire, elle a toujours su donner des réponses appropriées aux attaques des terroristes.

Ces derniers jours, circule sur la toile, un document qui émanerait de la Cedeao, envisageant donner une trajectoire nouvelle à la force de maintien de la paix de l'Onu, dont le départ vient d'être obtenu par le peuple et le gouvernement maliens.

Ce document invite sans fioritures les dirigeants de la Cedeao à prendre pratiquement

le contrepied de la résolution 2690-2023 du 30 juin 2023 de l'Onu, relative au départ des troupes de cette organisation du sol malien. Il préconise de ce fait le maintien de la Minusma sur le sol malien, sous une autre forme et sous une autre appellation.

Pour les concepteurs de ce document, le retrait de la Minusma, aura pour conséquences :

- l'effondrement potentiel de l'accord d'Alger et partant, la reprise de la guerre entre l'armée malienne, Wagner et les groupes armés signataires de l'accord d'Alger.

- l'exacerbation des conflits intercommunautaires

- l'aggravation des violations des droits de l'homme, le déplacement des populations, etc.

Au regard de ce qui précède, et surtout au regard des problèmes internes à la Russie, suite à la mutinerie avortée de Wagner, la Cedeao envisage des alternatives au cas où Wagner ne serait plus de la partie au Mali dans la lutte contre le terrorisme.

Pour ce faire, il est proposé l'intégration des contingents ouest-africains démobilisés de la Minusma dans une nouvelle force qui serait celle de la Cedeao au Mali, pour combler le vide que laisseraient la Minusma et l'éventuel départ de Wagner du Mali.

A y regarder de près, si cette proposition est adoptée, rien ne changera fondamentalement. La Minusma part, sans partir.

Et c'est à ce niveau que se posent de nombreuses interrogations quant à l'objectif réel de la Cedeao.

En effet, si les autorités maliennes se sont résolues à demander le départ de la Minusma, c'est qu'elles ne sont pas satisfaites de l'interposition de cette force, qui n'a guère fait évoluer le recouvrement légitime du territoire par le pouvoir légal du Mali.

Et reconduire la même mission en « l'africanisant » ne saurait être plus opérante et en adéquation avec les attentes du peuple malien.

A quoi sert une interposition entre une armée légale et des groupes armés notoirement reconnus comme des terroristes ?

Pourquoi la Cedeao veut-elle décider de ce qui est bon en lieu et place du peuple et du gouvernement maliens ?

Et pourquoi la Cedeao veut-elle contourner une résolution qui émane d'une instance qui lui est supérieure ?

Mais objectivement, si les pays de la Cedeao n'envisagent pas aider le Mali en engageant leurs forces armées aux côtés de l'armée malienne dans sa lutte contre les terroristes, il serait bon qu'ils n'en rajoutent pas aux difficultés de celui-ci, par des actions et des projections aux inavouables funestes.

Mais on le comprend, après avoir tenté en vain d'asphyxier le Mali au travers d'un embargo inique, la Cedeao veut changer de fusil d'épaule, sous le couvert de bonnes inten-

tions, mais qui cachent mal son désir réel : le départ des colonels de Bamako.

Elle (la Cedeao) donne également du grain à moudre à tous ceux qui estiment qu'elle est en réalité le bras séculier des occidentaux en Afrique de l'Ouest. Ceux-ci voudraient bien reprendre la main, dans une région qui a commencé à leur échapper.

Au regard de ce qui est susmentionné, on se doit d'en appeler le peuple et le gouvernement maliens à la vigilance. C'est le lieu pour eux de faire accélérer le processus de retrait de tous les contingents de la Minusma (contingents africains y compris), à l'effet d'avoir une bonne visibilité pour la prise en main de la destinée de leur pays et de la trajectoire qu'ils entendent donner à celle-ci. Car il est difficilement compréhensible, la « danse de crabe » à laquelle s'adonnent la Cedeao, l'Uemoa, la Bceao, etc. au sujet du Mali.

Ainsi va l'Afrique.

Mais arrive le jour où l'ivraie sera séparée du vrai.

Source : afrique-sur7





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Fin de la suspension : Le Mali réintègre les instances de l'UEMOA



L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a décidé de lever la suspension du Mali de ses organes et institutions, qui avait été prise le 9 janvier 2022. Selon le communiqué final de la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA, qui s'est tenue à Bissau le 8 juillet 2023, le Mali est désormais autorisé à reprendre sa place.

«Concernant le Mali, la Conférence a décidé de lever sa suspension des organes et institutions de l'UEMOA, qui avait été prise le 9 janvier 2022», indique le communiqué transmis dimanche à Abamako.com.

Par ailleurs, plusieurs autres décisions ont été prises lors de cette réunion présidée par

le président nigérien Mohamed Bazoum.

«Les chefs d'État et de gouvernement ont pris connaissance de l'avancement du processus d'élaboration de la vision prospective de l'UEMOA à l'horizon 2040, afin de doter l'Union d'un outil d'anticipation à long terme pour établir les bases de ses choix et priorités stratégiques.

Ils exhortent la commission de l'UEMOA à mener ce processus à terme en évaluant certains textes communautaires et en les réformant si nécessaire», souligne notamment le communiqué.

De plus, la Conférence a salué la résilience des économies des États «malgré un contexte défavorable». «Pour renforcer leur

performance, elle demande à la commission de l'UEMOA de présenter en 2023 un nouveau pacte de convergence, de stabilité et de croissance», ajoute le communiqué.

«La conférence salue les multiples efforts déployés par les membres pour préserver le pouvoir d'achat des populations face à l'augmentation des coûts des produits alimentaires et énergétiques. À cet égard, elle se félicite de la décélération en 2023 du taux d'inflation, qui devrait s'établir à 4,4%, soit une baisse de 3,0 points de pourcentage par rapport à 2022», précise également le document.

Lors de cette session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA, le président ivoirien

Alassane Ouattara était représenté par le vice-président Tiémoko Meyliet Koné.

Réunion annuelle des ministres du Commerce de l'UEMOA prévue le 14 juillet prochain

La réunion annuelle des ministres chargés du Commerce des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se tiendra le 14 juillet prochain à l'Hôtel Sofitel Ivoire d'Abidjan.

«Lors de la réunion, les ministres examineront plusieurs dossiers relatifs au renforcement de l'intégration régionale, au développement du commerce et à la régulation de la concurrence», rapporte un communiqué.

Selon le communiqué, la situation du commerce et les initiatives régionales visant à promouvoir les échanges commerciaux et les exportations seront également discutées. Par ailleurs, le document indique que les ministres examineront et approuveront également de nouveaux textes sur la concurrence et le commerce afin de renforcer la politique

commerciale de l'Union. Selon le communiqué, plusieurs autres sujets d'actualité seront également abordés lors de cette réunion, notamment la contribution de l'UEMOA à la mise en œuvre de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf) ainsi que le régime de volontariat international en entreprise dans l'espace UEMOA. Avant cette réunion ministérielle, une rencontre préparatoire des experts du commerce se tiendra du 10 au 13 juillet 2023.

Bola Ahmed Tinubu du Nigéria devient le président de la CEDEAO

Bola Ahmed Tinubu, président de la République fédérale du Nigéria, a été élu président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors de la soixante-troisième session ordinaire de l'organisation sous-régionale qui s'est tenue le 9 juillet 2022 à Bissau, en Guinée-Bissau. Le président Tinubu succède à Umaro Sissoco Embaló, président de la République de Guinée-Bissau. Au cours de cette session, la

conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO a discuté, entre autres, de la situation sécuritaire et politique dans la région.

S'exprimant lors d'un sommet à Bissau après avoir été nommé président de la CEDEAO, M. Tinubu a déclaré que la démocratie était «la meilleure forme de gouvernement», bien qu'elle soit «très difficile à gérer». «Nous devons être un exemple pour le reste de l'Afrique et du monde», a-t-il ajouté. Et il a ajouté : «Nous ne permettrons pas qu'il y ait des coups d'État à répétition en Afrique de l'Ouest».

Omar Alieu Touray, président de la commission de la CEDEAO, a exhorté les dirigeants du Burkina Faso, de la Guinée et du Mali à respecter les délais convenus pour transférer le pouvoir à des dirigeants civils. «Si les délais fixés pour la transition ne sont pas respectés, des sanctions majeures pourront être prises», a-t-il déclaré. La CEDEAO avait également imposé une série de mesures à l'État du Sahel, mais elles ont été levées en juillet 2022 après que la junte a accepté une transition en mars 2024.

Dimanche, Omar Alieu Touray a déclaré que la CEDEAO avait mis en place une commission chargée d'examiner les options en matière de sécurité au Mali, alors que les Nations unies mettaient fin à leur mission de maintien de la paix dans ce pays, qui dure depuis dix ans. «Cette commission dispose de 90 jours pour réfléchir et faire des propositions», a-t-il déclaré. M. Tinubu, qui a prêté serment en mai en tant que président de la plus grande économie d'Afrique, a déclaré que les membres de la CEDEAO poursuivraient une intégration économique «inclusive» au cours de l'année à venir.

« Nous avons choisi de ne pas avertir les exploiters que notre peuple a suffisamment souffert », a-t-il déclaré dimanche.

■ Binadjan Doumbia



Remaniement : La part léonine de Koulouba

Le remaniement ministériel tant annoncé – et longtemps attendu – a été finalement effectif, dans la foule des festivités de tabaski, non sans surprendre une opinion lasse d'expectative, depuis la modification de la charte de la transition dans le sens d'un élargissement à la fois du gouvernement et de l'organe législatif.



Avec 3/5 de l'équipe sortante affectée par le décret modificatif, la démarche aurait dû passer par une nécessaire dissolution de l'attelage au lieu d'une re-conduction tacite du Premier ministre à son insu, selon toute vraisemblance. Qu'à cela ne tienne, Choguel Maiga ne paraît guère effarouché outre mesure de demeurer à la tête du gouvernement, dont la taille passe par ailleurs à 26 membres, à la faveur d'une légère retouche de l'architecture gouvernementale. Pas de ministère nouveau, mais surtout des portefeuilles éclatés sur fond d'affranchissement ou de neutralisation. Ainsi, le ministère délégué à l'Action humanitaire naguère rattaché à la «Santé et Développement social» disparaît, de même que le «Développement

rural» au profit de l'Elevage et de la Pêche et de «l'Agriculture» devenues des portefeuilles séparées et pleines. Idem pour les «Mines» désormais dissociées de «l'Energie et de l'Eau».

De la quinzaine de personnalités concernées par l'abrogation du décret initial, quatre (4) sont conservés dans le nouvel attelage en changeant de département, tandis que plus d'une dizaine sont impitoyablement emportés par la bourrasque. Ils sont remplacés pour la plupart par des nouvelles têtes issues des dédales présidentiels, à l'instar du nouveau ministre des Domaines et de l'Urbanisme, de la nouvelle ministre de l'Energie et de l'Eau vraisemblablement récompensée pour son

rapport biaisé sur l'affaire Paramount, puis celle de la Santé et du Développement Social qui n'est autre que la principale porteuse des œuvres sociales de Koulouba. Imarane Abdoulaye Touré, Bintou Camara et DIAWARA Badiou Touré ne sont pas les seuls sous-couverts du Président de la Transition, lequel en a visiblement profité pour opérer une mainmise quasi totalitaire sur l'exécutif. Aux nouveaux entrants s'ajoutent plusieurs anciens membres de même obédience présidentielle. On y dénombre l'inamovible ministre des Finances auquel son ancien collègue banquier, Moussa Alassane Diallo, sera redevable de sa première expérience ministérielle ou encore le ministre des Sports sortant réaffecté aux Maliens de l'Extérieur, Moussa Ag Attaher,



qui ne doit probablement plus son parcours ministériel au mouvement armé dont il est issu.

Quoique la trame militaire du gouvernement demeure intacte, en définitive, le règne tentaculaire de Koulouba sur le nouvel attelage est si manifeste qu'il paraît abusif de parler encore de «pouvoir des 5 Colonels» tant l'accaparement d'Assimi Goita en fait le seul maître à bord désormais.

Tel un pied-de-nez au politique

À la différence de sa frange militaire renforcé par ailleurs par d'entrée d'une septième colonelle, le Gouvernement de Transition est pratiquement expurgé de ses composantes politiques. Le M5 – RFP conserve certes la Primature mais au prix du largage en plein vol d'une douzaine environ de ses représentants parmi lesquelles des figures très emblématiques de la lutte anti-IBK et d'acteurs du changement. On compte parmi les victimes du coup de balai la syndicaliste Mme Sidibé Dédéou, ministre de l'Éducation

nationale, la représentante du mouvement Yerewolo, Mme Wadidjé, tandis que sont sauvées pleine mer des membres de la défunte FSD et non moins proches de Choguel Maïga comme Ibrahim Ikassa Maïga. En vue de se donner bonne conscience, les expulsés du gouvernement ont été conviés à une dernière cérémonie de séparation à l'amiable à Koulouba autour du chef de l'État et du PM, mais il n'est point évident que la démarche ait suffi pour les consoler ou expliquer les raisons d'une telle différence de traitement entre acteurs de la même lutte parachevée par les 5 colonels. Demeurent sans réponse également le traitement discriminatoire des composantes civiles du gouvernement dans le réaménagement qui épargne soigneusement ses composantes militaires. Il n'en demeure pas moins que le décret pourrait avoir occasionné des amertumes chez un certain colonel pour l'accaparement, par le président de la Transition, de la place laissée vacante par son ancien protégé au Gouvernement.

Une frustration de plus grande envergure est sans doute ressentie du côté d'autres

partenaires politiques visiblement déçus de leurs attentes d'un nouvel attelage gouvernemental plus inclusif et plus en phase avec l'esprit d'ouverture préconisé et annoncé depuis la révision de la Charte de la Transition. Leur longue attente d'une application des nouvelles dispositions de cette Charte aura été vaine, d'autant que l'élargissement tant miroité ne saurait en être avec une marginalisation des forces politiques qui frise la dépolitisation programmée de l'action publique. Au profit notamment d'un réarmement ministériel du chef de l'État qui manquera difficilement d'amplifier la dissidence, à défaut de grossir les rangs des forces qui s'organisent pour faire échec à certaines orientations de la Transition ainsi qu'aux velléités qu'on prête à son président. Les prochaines étapes du retour à l'ordre constitutionnel s'annoncent en définitive beaucoup plus agitées que celle du référendum.

A KEÏTA
Le Témoin

Arcanes politiques : Veillée d'armes dans le landerneau politique

La dernière sortie du Premier ministre, Dr. Choguel Kokalla Maïga, qui a critiqué devant les militants de son parti, le MPR (Mouvement Patriotique pour le Renouveau), la gestion du pouvoir, a fortement déplu aux responsables de l'Adéma-Pasj (Alliance Démocratique du Mali- Parti Africain pour la Solidarité et la Justice). Les observateurs, et même le citoyen lambda, ont noté une brusque montée d'adrénaline sur le front politique. Mais est-ce cela la seule raison de l'accélération des tensions entre les deux partis politiques que tout oppose ?

Question importante à un moment où la proclamation par la Cour constitutionnelle des résultats provisoires du référendum du 18 juin passé soumis à elle sont attendus avec fébrilité, singulièrement par la minorité qui a appelé à voter NON, laquelle nourrit encore le mince espoir d'un rejet de tout afin de leur donner une chance encore de rebolote. Ceux-là qui n'ont récolté que trois pour cent des suffrages exprimés ne sont pas seuls à souhaiter un tel rebondissement. Les formations politiques de l'ancienne classe politique, venues en masse à titre de renfort pour le OUI éclatant à l'issue du référendum, semblent avoir été désillusionnés après la proclamation des résultats provisoires par l'AIGE, en tout déçus de n'avoir pas pu élever le taux de participation contrairement aux taux des trente dernières années, afin d'en tirer toutes les dividendes politiques. Et c'est pendant que les uns et les autres cogitaient sur les meilleures attitudes à adopter après le déroulement du référendum que le Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta, a rendu publique la composition du nouveau gouvernement conçu dans la plus discrétion jamais connue au Mali. C'était le samedi, 1er juillet, soit deux semaines après le référendum dont les résultats, est-il besoin de le rappeler, attendent d'être homologués par la Cour constitutionnelle. Le numéro 1 de la transition a ainsi dribblé les champions d'un brusque retour au-devant de ceux-là qui n'ont d'arguments que l'inclusivité au nom de l'apaisement social qui n'est en rien réchauffé que par leurs multiples velléités à eux, mais aussi le chef de l'Etat les acteurs



du M5-RFP aux préparatifs des prochaines élections, qui sont les occasions démocratiques pour se tailler des légitimités populaires. Par cette façon de faire, le Président de la transition n'a pas signifié qu'il jetait à la poubelle les ministres M5-RFP comme des oranges pourries ; il les recevra même au grand complet quelques jours seulement après au palais de Koulouba, en leur assurant que ses portes leur restent grandement ouvertes. Cette démarche tout à fait inédite en a ajouté au chagrin des tenants de l'ancienne classe politique pour qui, non seulement Colonel Assimi Goïta ne s'est pas débarrassé de Dr. Choguel K. Maïga pour nommer à sa place quelqu'un d'autre avec qui ils pourraient faire bon ménage, mais en plus il laisse intactes les possibilités d'une bonne entente avec les camarades de l'actuel Premier ministre. Une manière stratégique de signifier que le tandem Assimi-Choguel tient toujours bon et a même de beaux jours devant lui ? Dans tous les cas, le Premier ministre, qui connaît bien celui qui l'a nommé, ne s'est point senti laminé. Bien au contraire, il tient bon et, comme il ne cesse de recevoir des coups, il s'est décidé d'en donner aussi. Et dans la circonstance de malaise et de déception que

vit les politiciens d'hier, il a frappé là où cela pouvait faire le plus mal : banaliser Alpha Oumar Konaré, en critiquant vertement sa gestion passée du pouvoir. Choguel, qui n'est pas né de la dernière pluie, a réussi ainsi à remettre au cœur des débats les inconduites d'un passé non encore révolu. Les réseaux sociaux s'enflamment, les choses les mieux cachées refont surface, l'Adéma-Pasj réagit, le MPR réplique. L'arène du landerneau politique national reprend ses habitudes. Les réunions clandestines sont observées çà et là.

Chez un dirigeant, des responsables de l'Adéma-Pasj et du Parena se retrouvent pour peaufiner leurs attaques par influenceurs publics, des budgets sont envisagés. Dans tous les cas, il n'est plus question ni de lâcher Choguel, encore moins de laisser dormir tranquillement Colonel Assimi Goïta qui est devenu à leurs yeux, avec la nouvelle constitution, comme un demi-Dieu surgi dans l'arène et qui ne leur fera pas de place. On voit bien que les veillées d'armes seront les attractions des prochaines semaines.

Sy Eric
Le National

Biennale de Mopti : « Briser les obstacles à la paix et au vivre ensemble »

« La biennale artistique et culturelle, marqueur d'identité, catalyseur de l'unité nationale, de la paix et du vivre ensemble et facteur d'intégration socio-économique et culturel du mali », c'est le thème d'un autre panel animé hier lundi à Mopti.



Dour le professeur Birama Diakon., panéliste, ce thème est très important, car dit-il, la culture peut guérir les maux du Mali. « Nous sommes une nation fragmentée. Et la culture permet de lever les obstacles à la paix, d'éviter la marginalisation, d'éviter la disparité entre les communautés. toutes les communautés sont égales ». Cette pensée a été soutenue par de nombreux participants au panel. Pour eux, « réunir tout le Mali en un seul endroit ne peut que favoriser le retour de la paix et le vivre ensemble ».

« En causant ensemble, en jouant ensemble, ça peut permettre de consolider la paix pour pouvoir amener la cohésion sociale entre nous », a indiqué une participante de Mopti. « Moi je fais partie d'un quartier qu'on appelle « Gangal ». Et on est les « diatiguis » c'est-

à-dire hôtes de Gao. On a mobilisé toute la population pour aller accueillir la délégation de Gao à l'aéroport, et tout le monde était content », a témoigné un autre habitant de la Venise malienne.

La foire d'exposition pour joindre l'utile à l'agréable

En marge de la biennale artistique et culturelle se tient la foire exposition de la biennale au terrain Gangal de Mopti. Elle est organisée par la chambre de commerce régionale en partenariat avec la mairie de la commune urbaine de Mopti. Les exposants saluent l'initiative qui est une « bouffée d'oxygène pour l'activité commerciale mise en mal par l'insécurité ». « C'est une belle opportunité pour renforcer les liens entre les commerçants et tisser des relations ». Tel

est l'avis des exposants qui occupent près d'une trentaine de stands implantés sur le site de la foire.

L'insécurité qui sévit dans la région a fortement impacté les commerçants détaillants. La foire de la biennale vise donc à « créer des opportunités d'affaires » pour ces derniers. C'est en tout cas le point de vue d'Alassane Koïta dit Bébé. Il est le vice-président des commerçants détaillants.

Les commerçants de certaines localités comme Téninkou et Youwarou n'ont pas pu participer à la foire à cause de la saison des pluies. Ils demandent donc de revoir la période d'organisation de l'événement pour les éditions à venir.

Studio Tamani

G5 Sahel : Le président mauritanien insiste sur le retour du Mali



Le président mauritanien a plaidé lundi en faveur du retour du Mali au sein de l'organisation G5 Sahel, une alliance militaire régionale luttant contre les groupes djihadistes, que ce pays a quittée en mai 2022. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a regretté le retrait du Mali de l'organisation G5 Sahel et de sa force conjointe, qui «a rompu brusquement la continuité géographique de notre espace et nous a privés de la contribution précieuse d'un pays frère», dans un discours prononcé à Nouakchott pour l'ouverture des travaux de la 4e session de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel, une plateforme de 27 partenaires bilatéraux et bailleurs créée pour mobiliser l'aide internationale en vue du développement de la région.

Le Mali avait décidé de se retirer du G5 Sahel, invoquant une «perte d'autonomie» et «une instrumentalisation» au sein de cette organisation régionale formée avec la Mauritanie, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger. «J'espère que ce retrait du G5 Sahel sera de courte durée», a déclaré M. Ghazouani, estimant que

ce départ ainsi que celui de la force française Barkhane et l'éclatement du conflit au Soudan étaient «des événements regrettables qui ont perturbé le fonctionnement normal de notre organisation et ont encore accru la vulnérabilité de notre espace déjà très fragile».

Le Mali se tourne vers la Russie

Depuis 2020, les autorités de transition ont rompu avec la France et ses alliés pour se tourner vers la Russie. L'armée française a transféré ses différentes bases au Mali aux autorités maliennes et a quitté le pays en août 2022 après neuf ans d'engagement contre les djihadistes.

Largement financée par l'Union européenne, la force conjointe du G5 Sahel représentait pour les partenaires internationaux du Sahel une solution face à la propagation du djihadisme au Mali, au Burkina Faso et au Niger, menaçant désormais le golfe de Guinée plus au sud. Cependant, en cinq ans, les opé-

rations communes sont restées peu nombreuses et la situation sécuritaire au Sahel n'a cessé de se détériorer.

Des efforts pour le retour du Mali

Après avoir elle-même subi les attaques djihadistes, la Mauritanie, un vaste pays majoritairement désertique de 4,5 millions d'habitants, n'a pas connu d'attaques depuis 2011. Ce pays s'est récemment doté d'une feuille de route qui prévoit «des efforts pour le retour du Mali» au sein du G5 Sahel. Les autres pays de l'alliance ont déjà tous plaidé en faveur du retour du Mali dans l'organisation.

M. Ghazouani a également demandé plus d'engagement et de mobilisation de ressources pour le G5 Sahel et pour les actions de développement à court et à long terme en faveur des populations.

■ Binadjan Dombia

Présidentielle au Gabon : Ali Bongo veut briguer un troisième mandat



Le président gabonais, Ali Bongo, a annoncé son intention de se présenter pour un troisième mandat consécutif à la tête du pays, qu'il dirige depuis le décès de son père, Bongo père. Malgré des problèmes de santé qui l'affaiblissent depuis quelques années, son opposition dénonce un «pouvoir dynastique» après cinquante-cinq ans de règne de la famille Bongo.

Ali Bongo Ondimba, président du Gabon depuis près de quatorze ans, a annoncé dimanche 9 juillet sa candidature à un troisième mandat lors de l'élection présidentielle du 26 août. Pour l'instant, il est le favori face à une opposition très divisée. «J'annonce officiellement aujourd'hui ma candidature», a-t-il déclaré devant quelques centaines de partisans scandant «Ali Président !», lors

d'un discours diffusé en direct sur Twitter, dans la zone économique spéciale de Nkok, près de la capitale, Libreville.

Âgé de 64 ans, le chef de l'État a été élu pour la première fois en 2009 à la suite du décès de son père, Omar Bongo Ondimba, qui dirigeait le pays depuis plus de quarante et un ans, puis réélu de justesse en 2016.

Sa candidature devra être approuvée lors d'un congrès d'investiture prévu lundi par son puissant Parti démocratique gabonais (PDG), qui domine largement le Parlement et est également le grand favori des élections législatives et municipales qui auront lieu le même jour que l'élection présidentielle, le 26 août. L'investiture officielle de M. Bongo par le PDG lundi sera une formalité, le parti le

suppliant depuis plus d'un an de briguer un troisième mandat. La clôture des candidatures officielles est fixée à mardi.

L'opposition dénonce l'utilisation des ressources de l'État pour la «pré-campagne»

Pour l'instant, l'opposition est très divisée, avec une vingtaine de personnalités ayant déjà annoncé leur intention de se présenter contre M. Bongo. S'ils ne parviennent pas à s'unir derrière un candidat commun dans les sept semaines précédant l'élection, ils auront peu de chances de rivaliser avec le président sortant lors d'un scrutin à un tour, qui décidera donc du vainqueur à la majorité relative dans ce petit État d'Afrique centrale, riche notamment en pétrole.

La campagne électorale officielle se déroulera du 11 au 25 août à minuit, mais la plupart des candidats mènent déjà leur campagne depuis un an dans tout le pays, M. Bongo multipliant ces derniers mois une intense « tournée républicaine » en distribuant des promesses. L'opposition dénonce une « pré-campagne » menée avec les ressources de l'État.

En 2016, M. Bongo avait été réélu de justesse, avec une avance de 5 500 voix sur Jean Ping, qui avait dénoncé une « élection truquée ». Des violences à Libreville, la capitale, ont fait au moins cinq morts selon le gouvernement, mais l'opposition affirme qu'une trentaine de personnes ont été tuées par balles par les forces de l'ordre.

En octobre 2018, M. Bongo a été victime d'un AVC qui l'a éloigné de la scène politique pendant de nombreux mois. Quatre ans et demi plus tard, une partie de l'opposition remet toujours en question ses capacités physiques et mentales à diriger le pays. De son côté, la majorité dénonce des campagnes axées uniquement sur la santé du chef de l'État, sans aucun autre programme.

Ali Bongo, qui souffre encore de raideurs à une jambe et à un bras, se déplace avec difficulté mais a multiplié ces derniers mois les meetings à travers le pays et les visites à l'étranger. L'opposition dénonce un « pouvoir dynastique » après cinquante-cinq ans de règne de la famille Bongo.

En février, un forum de concertation, auquel les principaux leaders de l'opposition ont boycotté, a permis de modifier la Constitution en réduisant le mandat présidentiel de sept à cinq ans et en instaurant un scrutin à un tour unique. Ses détracteurs ont dénoncé une manœuvre visant à faciliter la réélection d'Ali Bongo à une majorité relative, à cinq mois des élections.

Parmi les opposants les plus farouches, Alexandre Barro Chambrier, du Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM), ancien ministre des Bongo père et fils, a été investi candidat de son parti dimanche. Une autre figure majeure de l'opposition, Paulette Missambo, de l'Union nationale (UN), ex-ministre d'Omar Bongo, a annoncé en mai sa candidature au sein d'une coalition appelée Alternance 2023, tout comme d'autres lea-

ders de l'opposition qui en font partie, dont M. Barro Chambrier.

Le Gabon est l'un des pays les plus riches d'Afrique en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant, grâce à ses ressources pétrolières, forestières et minières, ainsi qu'à sa faible population d'environ 2,3 millions d'habitants. Il est l'un des principaux producteurs de pétrole en Afrique subsaharienne, cette ressource représentant 38,5 % de son PIB et 70,5 % de ses revenus d'exportation.

Cependant, malgré les progrès réalisés ces dernières années pour diversifier son économie et développer des filières de production locale, le pays dépend encore trop des hydrocarbures et la pauvreté y est très répandue. Selon la Banque mondiale en avril 2023, environ un tiers (32,9 %) de la population vit en dessous du seuil de pauvreté malgré le potentiel économique du pays.

■ **Binadjan Dombia**





Afrique sport : Vers le renouveau du football continental ?

Nivellement de niveaux ou émergence du foot africain ? Cette double interrogation a certainement pour réponse « les deux à la fois ». En effet, depuis plus d'un an le continent ne finit plus d'étonner sur le plan footballistique avec des victoires historiques révélatrices au détriment des nations phares en termes de foot.

Loin d'être une chimère du film américain « Black panther », le Brésil, pays de référence du football, vient de connaître en moins d'un an trois revers contre des équipes africaines qui auparavant avaient un véritable signe indien dans leur affrontement contre une seleção qu'on croyait invincible en Afrique. Après le Cameroun à la coupe du monde 2022, c'était au tour du Maroc et du Sénégal de s'offrir le grand Brésil comptant pour des matchs amicaux certes, mais qui démontrent un véritable nivellement des niveaux au regard des effectifs et de l'engagement sur le terrain. A cela s'ajoute la toute première demie finale d'une équipe africaine

à une coupe du monde par l'entremise de parcours héroïque du Maroc au Qatar en décembre 2022.

Par ailleurs, si on se contentait jadis sur le continent de quelques rares victoires historiques comme celles du 8 juin 1990 qui a vu le Cameroun battre l'Argentine championne du monde en titre ou la victoire de l'Algérie contre l'Allemagne de l'ouest le 16 juin 1982 pour chuter par le triomphe du Sénégal contre la France également championne du monde en titre d'alors le 31 mai 2002, force est de constater que les internationaux africains sont de plus en plus décomplexés

en évoluant dans les plus grands clubs au même niveau que les meilleurs joueurs du monde. Ce facteur explique vraisemblablement ce regain de confiance qui anime nos équipes nationales, une donne qui doit inspirer le continent la promotion et la mise en valeur ses talents sur son propre sol en multipliant les clubs de la taille d'Al Ahly, Mamelody Sundowns ou encore le RAJA Casablanca. Toutes choses qui assureraient de meilleurs résultats dans les compétitions mondiales des clubs mais également dans les championnats plus attractifs et médiatisés. En tout cas, beaucoup de pays s'inscrivent dans cette dynamique notamment le Maroc qui se dote d'infrastructures sportives hyper sophistiquées, le Mali, la Guinée et le Sénégal qui s'attèlent à la promotion des centres académiques productifs en talents.

Il faut juste espérer que ce renouveau du football de notre continent puisse continuer son ascension pour se concrétiser par une belle victoire en finale de Coupe du monde.

Seydou Diakité
Le Témoin



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous serez confronté à de nouveaux défis dans vos activités. Certaines choses pourraient changer pour vous. Cela demandera un peu de temps, ce qui vous arrangera bien, car vous en aurez besoin pour savoir vraiment ce que l'on attendra de vous sur ce poste.

Vous ne résoudrez rien en vous défilant. Vous devrez prendre acte de la situation et réagir sans plus tarder, d'autant plus que la personne qui suit vos comptes sera absente. Son remplaçant, ne vous connaissant pas, appliquera à la lettre les consignes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous n'hésitez pas à prendre les décisions nécessaires à la bonne évolution de vos plans de carrière. Si vous cherchez du travail, vous serez décidé à relever vos manches et à agir de manière constructive. Vous saurez prendre de bonnes initiatives.

Vous aurez en tête un projet personnel qui importe à vos yeux et vous essayerez de mener vos finances dans ce sens. Nouveaux placements, nouvelle façon d'épargner, vous passez tout en revue pour trouver les solutions ayant le meilleur rendement.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un tournant dans votre carrière peut arriver suite à une usure et une ambiance détestable. Un moment de doutes sur vos compétences intervient. Vous êtes lassé de certaines tâches effectuées, écoutez votre sixième sens pour suivre une nouvelle voie.

Le climat favorise des dépenses multiples qui représentent une coquette somme au final. Il y a peu d'économie actuellement, car le hasard s'en mêle. Les factures peuvent se suivre et venir pendant d'autres dépenses. La situation peut vous rendre assez nerveux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le premier qui vous marchera sur les pieds vous entendra. Personne ne s'y risquera et vous travaillerez tranquillement. Votre énergie vous servira pour clôturer vos dossiers en attente. Il y aura longtemps que vous n'aurez pas fait un aussi bon boulot.

Vous déborderez d'idées pour grappiller quelques euros par-ci, par-là. On jugera votre façon de faire inutile, mais vous n'aurez pas le sentiment de perdre votre temps, car vous gagnerez de l'argent. Vous jubilerez en dévoilant clairement vos profits.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourriez chercher l'avis de collègues chevronnés pour avoir un éclairage sur vos choix. Pour évoluer, faites confiance à votre intuition pourtant qui vous guide. Une évolution rapide tourne en votre faveur et peut réaliser l'un de vos souhaits.

Vos tentations de ne pas faire d'achats tombent à l'eau. C'est dans des sorties que vous dépensez le plus. Votre générosité peut vous exposer à quelques regrets, sans conséquence sérieuse sur le budget. Essayez de freiner les frais sur des articles chers.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez d'un pragmatisme efficace aujourd'hui. Peu importe la situation que vous allez rencontrer, vous saurez vous adapter avec facilité et trouver des façons originales de régler les aléas de cette journée. Si vous managez une équipe, vous serez largement à la hauteur.

Ne cherchez pas à aller trop vite si vous faites vos comptes aujourd'hui, vous pourriez commettre quelques étourderies comme oublier de payer une facture dans les temps ou ne pas autoriser un prélèvement assez vite. Attention aux éventuelles majorations !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pouvez effectuer un remplacement au pied levé ou subir une bien mauvaise organisation. Des efforts sont à faire pour supporter les humeurs des uns et des autres dans votre service. Le lieu où vous travaillez peut subir une transformation de décor.

La trésorerie manque et donne l'occasion de refaire le point sur la façon de travailler. Changer d'activité est une première piste envisagée pour augmenter votre pouvoir d'achat. En attendant de trouver une solution, la sagesse l'emporte sur les tentations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mars se plaira en Lion et emploiera son énergie à satisfaire vos ambitions. Une journée chargée, mais intéressante vous attendra. Vous pourriez occuper tour à tour divers postes, ce qui vous permettra de démontrer l'étendue de vos compétences.

Vous serez loin d'être le seul à vous positionner sur ce produit. Loin de vous décourager, ce défi représentera l'occasion de vous prouver que vous êtes capable de négocier. Malgré une concurrence acharnée, vous aurez toutes les chances de gagner.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus vous pousse au changement. L'astre vous propose de nouvelles pistes et de nouveaux projets. Le duo Mercure/Mars vous permettra de les étudier et de réagir promptement le cas échéant. La semaine commence bien !

Vos finances sont sur la sellette ! Veillez à ne pas faire d'imprudences et en cas de travaux imprévus urgents, prenez tout de même le temps de comparer les prestations et les prix. Vous y serez gagnant au final. Gardez le contrôle !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Mars vous permettra une grande efficacité dans les tâches que vous avez à gérer. Vous serez efficace, mais peu organisé. Il faut dire que tiraillé entre différentes idées, vous commencerez tout et manquerez de temps pour finir ce qui est entamé.

Ça ne sera pas un bon jour pour prendre des décisions radicales. Si vous voulez résilier un placement, une assurance ou tout autre contrat financier, prenez le temps de bien vous renseigner sur les échéances. Vous pourriez perdre de l'argent en ne respectant pas vos engagements.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Pour être performant dans la journée, ne vous laissez pas détourner par des distractions ou une ambiance bon enfant. Des collègues pourraient avoir moins envie de travailler, ce qui occasionne une attitude crispante. Vous ressentez une possible injustice.

Vous devez être très prudent avec la trésorerie, car elle s'envole dans diverses choses et peu d'économie reste possible pour assurer la stabilité jusqu'à la fin du mois. Votre générosité dans la vie sociale peut également être la cause de frais multiples.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous rencontrez des obstacles ou des conflits dans votre sphère d'activité, mais votre motivation sera la plus forte. Car Mercure en Lion vous donnera des ailes et un sacré répondant. Une opportunité vous apportera une belle avancée professionnelle.

Dès lors où vous saurez vous affirmer et revendiquer vos droits sans créer de discordes avec vos interlocuteurs financiers, vous retrouverez de la fluidité dans la gestion de vos comptes. Si besoin, un découvert ponctuel sans frais vous sera accordé.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23